



GRET

Professionnels du
développement
solidaire



Villes pour tous et décentralisation

Promouvoir le droit à la ville pour tous par l'intégration des quartiers précaires et des modes de développement urbain et territorial viables.

Fiche thématique

Agriculture : filières et politiques agricoles
Citoyennetés et démocratie
Eau potable, assainissement, déchets
Gestion des ressources naturelles et énergie
Microfinance et insertion professionnelle
Santé : nutrition et protection sociale
Villes pour tous et décentralisation



REPÈRES

Intervention sur la
thématique **depuis 1980.**

Pays d'intervention :

Brésil, Burkina Faso,
Cambodge, Congo-Brazzaville,
Cuba, France (Outre-mer),
Haïti, Madagascar, Maroc,
Mauritanie, Myanmar,
Panama, Sénégal.

**5 projets, 4 études et
2 capitalisations** en 2015.

D'ici 2030, 80 % de la croissance urbaine se fera dans les pays en développement. Facteurs et espaces de développement économique et social, les villes sont aussi la première cause de la dégradation de l'environnement. Elles sont de plus en plus vulnérables aux risques systémiques, notamment ceux liés au dérèglement climatique. La population habitant dans des quartiers précaires devrait passer de 880 millions en 2015 à 2 milliards en 2030.

Depuis sa création, le Gret agit dans la coopération au développement urbain pour lutter contre la pauvreté, les inégalités, la relégation urbaine, et assurer un droit à la ville pour tous et toutes, dans le cadre de modes de développement viables. Il compte plus de 150 projets, 100 études et 50 publications dans ce domaine.

Le Gret œuvre pour que les habitants aient un accès pérenne aux ressources foncières et économiques, aux services (eau, assainissement, énergie, marchés, éducation, culture, santé), au logement, à des revenus et à l'emploi, à la parole, aux décisions sur les politiques publiques et à la sécurité. Il agit dans trois grands domaines : **le développement intégré des quartiers précaires, l'accompagnement social des politiques et opérations urbaines, ainsi que la planification et la prospective urbaines.** Il travaille en partenariat avec les acteurs locaux et nationaux, à l'échelle des quartiers ou dans des villes secondaires. Il intervient dans les pays émergents, intermédiaires, fragiles ou en crise et en Outre-mer française.

Modes d'intervention

Le Gret met en œuvre ou accompagne des projets de développement urbain, avec l'objectif de tester des solutions innovantes, les faire changer d'échelle et les inscrire dans des politiques publiques. Il agit en assistance technique à maîtrise d'ouvrage (collectivités locales, administrations, opérateurs publics, ONG), conduit des études, des expertises et de la recherche-action afin de nourrir le débat public et orienter les politiques.





L'expert du Gret

» « Nous partons toujours de la reconnaissance et de la compréhension de l'existant pour construire des solutions adaptées aux contextes. Nous avons pour priorité la réhabilitation in situ, l'accès aux services et à l'espace public. Nos principes d'action se fondent sur la participation et le renforcement du pouvoir d'agir des habitants et des organisations de la société civile. C'est à travers la concertation multi-acteurs qu'il est possible de construire l'intérêt commun, sa gouvernance et sa gestion, notamment avec les gouvernements locaux, responsables du développement territorial. Elle permet la co-construction de solutions viables sur les plans social, institutionnel, financier, technique et environnemental », explique **Reiye Gandzou-nou, expert en développement urbain au Gret.**



Paroles d'acteurs

« Le projet mis en œuvre par le Gret et la Mairie de Dolisie (avec l'appui de la population) peut être considéré comme un succès : un diagnostic a été posé, un plan d'action élaboré et mis en œuvre avec la participation des instances de concertation ; des actions de terrain ont été réalisées et sont visibles de tous. » **Pascal Zahonero, attaché de coopération à la Délégation de l'Union européenne au Congo-Brazzaville**

« Le Gret et Oxfam ont cherché à savoir ce dont nous avons besoin dans la zone, dans le cadre du projet Parad. Avant, l'eau stagnante favorisait les moustiques, causant de nombreuses maladies. Les corridors n'étaient pas sûrs, des femmes enceintes tombaient... Le projet nous a permis d'améliorer la sécurité. De plus, il rapporte des revenus, puisque ce sont les gens de la communauté qui font eux-mêmes les travaux. » **Michaele Louis, membre du Casec (Conseil d'administration de la section communale) de Turgeau, Haïti**

QUELQUES RÉFÉRENCES

- Bâtir des villes pour tous en Afrique, Gret, GLTN-ONU-Habitat, 2012, Études et travaux en ligne, www.gret.org/publication/batir-des-villes-pour-tous-en-afrique/
- Un habitat adapté aux familles les plus modestes, Gret, 2016, Fiche solution - Habitat III, www.gret.org/wp-content/uploads/Un-habitat-adapt%C3%A9-aux-familles-les-plus-modestes-1.pdf
- Les villes dans la lutte contre le dérèglement climatique, Gret, 2015, Politiques et pratiques de développement, www.gret.org/wp-content/uploads/PPD-19_FR_Plan-climat-villes-nov20151.pdf
- Conférence ID4D (2014), AFD, Gret, « Quelles politiques pour répondre au défi de la précarité urbaine ? », <http://ideas4development.org/conference/rehabilitation-quartiers-precaires-solution-durable>

2016. Photos : © Gret.

Zoom sur trois actions

Aménagement et reconstruction de Baillergeau, Port-au-Prince, Haïti (Areba)

2011-2017 | Budget : 5 M€ | Financement : AFD, FdE, UE | Maîtrise d'ouvrage publique : Unité de construction de logements et de bâtiments publics.



Suite au séisme de janvier 2010, le Gret a assuré l'accompagnement social de la réalisation du schéma d'aménagement de Baillergeau. Il a ensuite mis en œuvre un projet intégré d'aménagement et de reconstruction sous maîtrise d'ouvrage publique, comprenant aménagements de voiries secondaires et d'espaces publics, développement de services urbains et reconstruction des maisons grâce à un appui technique et financier à l'autopromotion.

Évaluation et impact social du Programme d'appui à la résorption des bidonvilles, Maroc (Parhib)

2009-2012 | Budget : 300 k€ | Financement : Holding Al Omrane | Partenaire : Area.



Portant sur neuf opérations dans cinq villes (300 000 personnes), l'étude d'impact pointe un paradoxe : l'amélioration des conditions de logement et le sentiment de promotion sociale s'accompagnent d'une dégradation des conditions de vie et d'habitat. Le rapport comporte une série de recommandations pour l'action publique en matière de résorption de bidonvilles.

Prospective urbaine à Saint-Laurent du Maroni, Guyane

2013-2014 | Budget : 45 k€ | Financement : AFD.



Sous la pression d'une croissance démographique exceptionnellement élevée, Saint-Laurent du Maroni connaît une démultiplication des zones d'urbanisation informelle et insalubre. L'étude a permis la réalisation de projections démographiques à 2030 et des besoins correspondants en logements, foncier, emplois, établissements scolaires, et la mise en évidence des impacts et du coût de l'inaction. Elle a aussi donné lieu à la définition de scénarios stratégiques et concertés pour agir.